



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1591

Texte de la question

LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

M. le président. La parole est à M. Guénaël Huet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guénaël Huet. La semaine dernière, monsieur le ministre de l'intérieur, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales a publié les statistiques officielles de la délinquance pour 2013. Elles sont particulièrement mauvaises et témoignent de l'échec de la politique que vous conduisez depuis près de deux ans.

Les chiffres sont là : hausse de 6,4 % des cambriolages en zones urbaines et de 4,7 % en zones rurales, où les homicides volontaires ont par ailleurs augmenté de 15 % et les violences aux personnes de 5,7 % ; hausse de 4 % des vols sans violence, parmi lesquels les vols à la tire ont augmenté de 12 %. Il s'agit, monsieur le ministre, d'un échec majeur du Gouvernement.

Faut-il s'en étonner lorsque l'on constate le laxisme de la politique pénale prônée par Mme la garde des sceaux ? (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe UMP. – *Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Faut-il s'en étonner alors que les peines plancher et les tribunaux correctionnels pour mineurs ont disparu ? Faut-il s'en étonner lorsque le Gouvernement n'a de cesse ni de répit que de saper jour après jour les valeurs de notre société (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC*), en particulier les valeurs de la famille ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.* – « *Scandaleux !* » sur les bancs du groupe SRC.)

M. Bernard Roman. Faites revenir M. Fasquelle !

M. Guénaël Huet. La sécurité est la première des libertés et le premier devoir de la collectivité envers les citoyens. Or, ce gouvernement apparaît tout aussi incapable d'inverser la courbe de la délinquance que celle du chômage ! Après vingt mois d'exercice, monsieur le ministre, vous ne pouvez plus éluder vos responsabilités en vous réfugiant dans le passé. Quelles sont donc les réponses précises que vous pouvez aujourd'hui apporter à la représentation nationale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur. Quelle situation avons-nous trouvé il y a vingt mois, monsieur le député ? (« *C'est reparti !* » sur les bancs du groupe UMP.) La majorité précédente a supprimé 13 700 postes de policiers et de gendarmes ; au contraire, nous remplaçons tous les départs à la retraite et créons 500 postes de policiers et de gendarmes par an.

M. Franck Gilard. Arrêtez-le !

M. Manuel Valls, ministre. Quelle situation avons-nous trouvé ? Celle d'une explosion des violences – les violences sur les personnes augmentaient de 27 % – et des cambriolages – qui ont augmenté de 44 % entre 2007 et 2012 dans les résidences principales.

M. Philippe Meunier. Et blablabla...

M. Manuel Valls, ministre. La politique du chiffre minait le moral de la police et de la gendarmerie. Et, de surcroît, la publication des chiffres n'était en rien indépendante puisque vous avez pendant cinq ans caché 130 000 faits par an !

Mme Joëlle Huillier. Oui, c'est tout à fait vrai ! Il faut le rappeler !

M. Manuel Valls, ministre. Voilà votre bilan ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Meunier. Fais ton travail !

M. Manuel Valls, ministre. Face à cette situation, non seulement nous venons d'augmenter les moyens de fonctionnement et d'investissement de la police et nous sommes dotés d'un outil statistique désormais indépendant...

M. Sébastien Huyghe. Ça ne marche pas !

M. Manuel Valls, ministre. ...mais oui, notre priorité est de lutter contre la violence sur les personnes et contre ce fléau que sont les cambriolages, surtout en zones rurales. En outre, nous avons créé 80 zones de sécurité prioritaire où nous obtenons des résultats probants.

Sur ces questions, monsieur le député, je l'ai dit et je le répète une nouvelle fois ici : vu vos résultats...

M. Christian Jacob. Assumez les vôtres !

M. Manuel Valls, ministre. ...et vu l'attente des maires de toutes couleurs politiques, c'est ensemble que nous devrions travailler car la sécurité est un droit pour les Français et mérite un autre débat que les caricatures que vous venez encore d'asséner.

Enfin, monsieur le député, votre question est à l'image de celle que nous venons d'entendre et de propos que j'ai entendus ici et là, comme de l'absence de condamnation véritable de la manifestation qui s'est déroulée dimanche... (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*)

Mme Catherine Coutelle. Bravo !

M. François Sauvadet. Non, c'est faux !

M. Manuel Valls, ministre. ...et comme les fausses rumeurs qui concernent l'école. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Ceux qui posent et reposent sans cesse ces questions sont ceux qui sapent la République et sa vie politique ! Au contraire, ce sont ce gouvernement et cette majorité qui défendent le pacte républicain ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

M. Christian Jacob. Quelle bouffonnerie !

Données clés

Auteur : [M. Guénaël Huet](#)

Circonscription : Manche (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1591

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [30 janvier 2014](#)